



FR

Cette action est financée par l'Union européenne

ANNEXE 1

de la décision de la Commission relative au programme d'action annuel 2017 en faveur de la Guinée à financer sur le 11^e Fonds européen de développement

Document relatif à l'action pour un Programme de Développement et d'Assainissement Urbain en Guinée

1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS	Programme de développement et d'assainissement urbain en Guinée (SANITA) Numéro CRIS: GN/FED/2017/039-161 financé par le 11 ^e Fonds européen de développement (FED)	
2. Zone bénéficiaire de l'action/localisation	République de Guinée L'action sera menée à l'endroit suivant: la ville capitale de Conakry et Kindia	
3. Document de programmation	Programme indicatif national 11 ^e FED	
4. Secteur de concentration/domaine thématique	Développement urbain et assainissement	Aide publique au développement : OUI ¹
5. Montants concernés	Coût total estimé: 42 003 500 EUR Montant total de la contribution du FED : 42 000 000 EUR La présente action fait l'objet d'un cofinancement conjoint de la part de la Coopération technique belge (CTB) pour un montant de 3 500 EUR.	
6. Modalités d'aide et modalités de mise en œuvre	Modalités de projet : Gestion indirecte avec la Coopération technique belge (CTB) Gestion indirecte avec l'Organisation des Nations Unies pour l'Habitat (ONU-HABITAT) Gestion indirecte avec la République de Guinée	
7. a) Code(s) CAD	14000 - Eau et Assainissement	

¹ L'Aide publique au développement « doit avoir pour but essentiel de favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie des pays en développement » .

	14050 - Traitement des déchets			
b) Principal canal de distribution	canal 1: 10000 Institution Secteur Public canal 2: 41000 Organisme des Nations Unies canal 3 :50000 Autre : Coopération bilatérale			
8. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)	Objectif stratégique général	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre hommes et femmes (y compris le rôle des femmes dans le développement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de Rio	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Diversité biologique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9. Programmes phares thématiques «Biens publics mondiaux et défis qui les accompagnent»	N/A			
10. Objectifs de développement durable (ODD)	<p>ODD principal: ODD n°11 « Villes et communautés durables : faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables »</p> <p>ODD secondaires:</p> <p>ODD n°6 « Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau »</p> <p>ODD n°10 « Inégalités réduites » et</p> <p>ODD n°13 « Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques ».</p>			

RESUME

Dans le cadre du Programme indicatif national (PIN) du 11^e Fonds européen de développement (FED), l'assainissement urbain est identifié comme secteur de concentration.

Compte tenu de la situation sanitaire critique et de la magnitude des besoins, il est proposé d'adopter une approche territoriale intégrée, promouvant des politiques urbaines et

territoriales inclusives et durables, s'attaquant au problème des déchets solides, obstacle majeur au bon fonctionnement du réseau existant d'évacuation des eaux

L'objectif général est d'améliorer l'environnement sanitaire et la qualité de vie des populations urbaines de Conakry et Kindia.

Les objectifs spécifiques sont :

OS 1 La gouvernance urbaine au niveau local et national est renforcée.

OS 2 Les services d'assainissement de base disponibles pour les populations urbaines de Conakry et Kindia sont améliorés générant des emplois verts.

Cette approche intégrée et équilibrée s'articulera autour de trois axes principaux :

1. Un axe développement urbain visant à améliorer le cadre institutionnel aux niveaux national et local et à renforcer les capacités institutionnelles pour les planifications urbaines au niveau national et de la ville de Conakry à travers une approche participative, incluant fortement la population.

2. Un deuxième axe pour professionnaliser la filière de gestion des déchets solides, à travers i) le renforcement des acteurs notamment les collectivités locales, les petites et moyennes entreprises (PME)/Groupements d'intérêts économiques (GIE) et la société civile, ii) l'incitation au recyclage et à la valorisation des déchets iii) l'accompagnement de la mise en place d'un mécanisme de financement durable ; iv) la réhabilitation et aménagement des infrastructures clés (points de regroupement), et v) des mesures d'accompagnement de communication et de sensibilisation des populations ; et

3. Un troisième axe pour améliorer la gestion des eaux pluviales et des eaux usées, avec le développement de la voirie et d'infrastructures d'assainissement collectives; la mise en place de deux plateformes de valorisation des déchets fermentescibles et boues de vidange, de latrines.

Les activités opérationnelles d'assainissement (deuxième et troisième axes) se dérouleront dans les villes de Conakry, sa banlieue et Kindia.

L'ancrage institutionnel de l'intervention sera double, avec l'Agence nationale de l'assainissement et salubrité publique (ANASP) pour les aspects de gestion des déchets solides et avec la direction nationale de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme du ministère de la ville et aménagement du territoire (MVAT) pour les aspects liés aux déchets liquides et à la planification urbaine.

En accord avec l'agenda sur les migrations et le nouveau consensus européen pour le développement, l'intervention visera à dynamiser le potentiel des villes en tant que centre de croissance inclusive et durable qui ne compromette pas les perspectives des générations futures. L'approche à haute intensité de main d'œuvre (HIMO) sera privilégiée autant que possible pour développer des capacités techniques et créer des emplois auprès des populations jeunes et des femmes sans-emplois. Les actions viseront ainsi à promouvoir un développement urbain durable contribuant à l'amélioration des services de base, l'accessibilité et la qualité de vie des populations urbaines, favorisant la paix sociale et la protection de l'environnement.

1 CONTEXTE

1.1 Contexte sectoriel

La croissance urbaine spectaculaire, y compris démographique, est de plus en plus reconnue comme un enjeu important du développement à travers le monde. La qualité de vie dans les zones urbaines fait partie intégrante de l'Agenda 2030 pour le développement durable. Celui-ci comprend non seulement un objectif spécifique sur le développement urbain durable, appelant à faire en sorte que «les villes et les établissements humains» soient «ouverts à tous, sûrs, résilients et durables», mais également d'autres objectifs et résultats ayant un lien direct avec le développement urbain.

Avec une population de près de 12 000 000 en 2016, la République de Guinée a connu une urbanisation anarchique importante depuis la fin des années 1980.

Aujourd'hui plus de 40% de la population de Guinée vit dans des zones urbanisées (dont la moitié dans l'agglomération urbaine de Conakry), et d'ici 10 ans plus de la moitié de la population sera urbanisée. Ce processus d'urbanisation accélérée se développe, tant à Conakry que dans les villes secondaires, de manière particulièrement anarchique en raison de l'absence de planification et d'application de la réglementation en la matière. Les nouveaux quartiers qui constituent le paysage prédominant dans de nombreuses agglomérations urbaines de Guinée sont généralement composés d'habitations précaires et insalubres et souffrent d'une insuffisance de services publics de proximité.

1.1.1 Évaluation de la politique publique et cadre stratégique de l'UE

Politique publique

Après deux années difficiles marquées par l'épidémie d'Ebola, on note que l'économie guinéenne se redresse. La croissance économique a atteint 5,2% en 2016 et les perspectives pour 2017-2020 sont bonnes avec une croissance de 5%, grâce à l'augmentation des investissements dans le secteur minier, à l'augmentation de la production vivrière et l'amélioration des services d'électricité.

Le nouveau plan de développement socio-économique (PNDES) adopté début 2017, complété par la Stratégie de relance post-Ebola, vise quatre grands résultats pour un coût global d'environ 11,7 milliards d'euros sur la période 2016-2020 répartis comme suit: (i) la promotion de la bonne gouvernance au service du développement durable, (ii) la transformation économique durable, (iii) le développement inclusif du capital humain, et (iv) la gestion durable des ressources naturelles. Ces orientations stratégiques correspondent effectivement aux défis que le pays rencontre, et s'inscrivent dans le cadre des objectifs de développement durable (ODD).

Aussi, ce document stratégique identifie comme prioritaires les enjeux d'hygiène et de salubrité notamment à travers la promotion d'un cadre de vie sain. Le programme prévoit de renforcer le système de gestion des déchets en milieu urbain avec un taux de collecte des déchets en ville à 90% et une augmentation de 10% du taux de recyclage des déchets collectés à l'horizon 2020. Les actions prioritaires envisagées portent sur (i) le renforcement des capacités institutionnelles, techniques et humaines du système de gestion des déchets dans les villes; (ii) le renforcement de la collecte des déchets ménagers en milieu urbain; (iii) la promotion du recyclage des déchets collectés afin de créer des emplois verts et protéger

l'environnement; (iv) le renforcement des réseaux d'égouts de la ville de Conakry et (v) la promotion du traitement et du recyclage par les industries de leurs déchets solides et liquides.

Cette priorisation de l'assainissement est urgente et plus que nécessaire car les efforts consentis par la Guinée pour l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement en matière d'eau et d'assainissement depuis deux décennies n'ont pas été satisfaisant. Le secteur de l'assainissement a été et reste le parent pauvre, en dépit de l'adoption d'une politique nationale de l'assainissement et une stratégie nationale de gestion des déchets solides en décembre 2011.

La lettre de politique sectorielle de l'eau et de l'assainissement élaboré en 1996 n'est quant à elle malheureusement plus d'actualité.

De même, les instruments de planification urbaine et d'aménagement du territoire développés dans les années quatre-vingt-dix ne sont plus appropriés à la situation actuelle et nécessitent aujourd'hui une révision systématique pour assurer un développement durable du territoire et des centres urbains.

Le code des collectivités locales de 2006 a tenté d'insuffler une nouvelle dynamique dans le processus de décentralisation lancé fin 1985. Cette dynamique a été confirmée fin 2012 par la ratification de la lettre de politique nationale de décentralisation et de développement local (LPNDDL) qui constitue l'un des supports institutionnels majeurs de la mise en œuvre du programme de réforme de l'état et de modernisation de l'administration.

Le plan de « déconcentration et de décentralisation » envisagé tend à réorganiser l'horizon de la gouvernance par le transfert de compétences vers les collectivités et la responsabilisation de celles-ci dans le processus de planification. L'article 31 du code de collectivité notamment confère aux communes et aux communautés rurales de développement, la possibilité de gérer entre autres sur leurs territoires, des services publics locaux de distribution de l'eau potable, du contrôle de l'hygiène et de la salubrité et assurer la diffusion des informations d'intérêt public.

Néanmoins à niveau budgétaire la contraction de certaines allocations d'investissements constitue une réelle difficulté qui se retranscrit dans le manque de résultats tangibles. A titre d'exemple, les fonds alloués au secteur de l'habitat et à l'assainissement du cadre de vie en 2017 représentaient l'équivalent d'environ 10 million d'euros (0.7% du budget total). Ces moyens financiers restent dès lors insuffisants pour financer les organismes en charge des services d'urbanisme et d'assainissement et permettre la mise en place d'un système efficace.

Cadre stratégique de l'UE

La stratégie de l'UE en Guinée s'inscrit dans le nouveau consensus européen pour le développement et s'appuie sur la position commune Commission européenne/Etats membres pour un nouvel agenda urbain (Habitat III²) qui promeut une approche globale, intégrée et adapté au contexte du développement urbain ("*place-based approach*"); ainsi que la nécessité d'une vision à long terme afin de: (i) Promouvoir des villes inclusives et sûres; (ii) Promouvoir les villes vertes et résilientes; (iii) Promouvoir des villes prospères et innovantes; (iv) Promouvoir la bonne gouvernance urbaine. Cette approche stratégique s'accompagne du développement et renforcement des ressources et capacités des acteurs urbains.

² Council conclusions (12 May 2016) 'HABITAT III: The European Union and its Member States' objectives and priorities for the 3rd UN Conference on Housing and Sustainable Urban Development'.

Afin de mieux préparer l'objectif stratégique 1 (OS1), l'UE a financé en amont de ce programme l'élaboration d'un diagnostic de la situation du développement urbain de Conakry dans ses frontières actuelles et au-delà et l'identification d'axes prioritaires d'intervention, avec un accent particulier sur l'assainissement³. Ces éléments ont été intégrés dans l'étude "Grand Conakry Vision 2040" endossé par le Gouvernement en Janvier 2017. Cette étude identifie les grands enjeux et les questions-clés desquelles découleront désormais toutes les orientations majeures de la politique de planification territoriale et de l'aménagement de la métropole Conakry.

En ce qui concerne l'objectif stratégique 2 (OS2), une assistance technique de type "perlée" est en place auprès des Ministères concernés depuis début 2017 pour appuyer notamment la définition d'un plan stratégique et opérationnel de gestion des déchets solides avec séquençage des actions à mener à court (2017-2020), moyen (2020-2025) et long terme (2025-2040). Cette assistance réalisera également des études de marché sur la méthanisation, le compost, le maraîchage et les déchets plastiques; analysera les filières de valorisation actuellement en place et caractérisera les déchets solides et liquides pour la ville de Conakry.

1.1.2 Analyse des parties prenantes

Le contexte institutionnel est complexe, caractéristique d'un secteur avec des compétences et responsabilités partagées entre institutions publiques.

Au niveau central, la promotion de « l'assainissement et la salubrité publique dans les villes et collectivités locales » se retrouve en partie dans les lettres de mission du MVAT, à travers sa direction nationale de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme (DATU) et du ministère de l'Administration territoriale et de la décentralisation (MATD) qui se partagent respectivement la responsabilité de l'assainissement liquide et solide, alors que le ministère de l'Environnement intervient dans l'élaboration des politiques environnementales et de l'assainissement.

Au niveau local, il convient néanmoins de noter que selon la lettre de politique nationale de décentralisation et de développement local, l'assainissement est une des trente-deux compétences transférées aux communes et collectivités locales. Cependant par manque de moyens de mise en œuvre et de capacités techniques des niveaux décentralisés le système est aujourd'hui totalement déficient.

Dans ce contexte, est créée en novembre 2016 l'Agence nationale de l'assainissement et de la salubrité publique (ANASP). Cet établissement public à caractère administratif sous la tutelle du ministère en charge de la décentralisation a pour mission de mettre en œuvre la politique du gouvernement en matière de gestion des déchets solides et d'en assurer le suivi.

De même, en novembre 2016, pour accompagner la mise en place de cette agence et harmoniser le paysage institutionnel, un comité interministériel pour le suivi de la professionnalisation de la gestion des déchets solides, sous l'autorité du Premier ministre, est mis en place. Ce comité a pour mandat de coordonner la mise en œuvre des réformes relatives à la professionnalisation de la gestion des déchets solides.

En effet, depuis une dizaine d'années se sont développées dans les villes secondaires, ainsi qu'à la capitale de nouvelles pratiques, de nouveaux modes d'organisation et de financement

³ CTR N° FED/2016/371-708 – Etude du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la ville de Conakry

et de nouvelles activités économiques liées à la gestion des déchets. Le désengagement de l'État et les difficultés des collectivités locales à assurer le service ont favorisé l'émergence d'opérateurs privés comme les petites et moyennes entreprises (PME), groupements d'intérêts économiques (GIE) ou associations et encouragé la mobilisation d'acteurs communautaires (comités de quartier, comités de salubrité). A cela s'ajoute de nombreux travailleurs informels qui contribuent également à la filière, notamment au niveau de la pré-collecte, du tri et recyclage de certains déchets, qu'il convient d'encadrer et coordonner.

En ce qui concerne les activités de nettoyage des places publiques et des grandes artères, les villes utilisent le service de femmes balayeuses, bien organisé, mais manquant de moyens et ressources pour atteindre ses objectifs.

La société civile s'intéresse de plus en plus aux questions d'assainissement avec une multiplication de petites initiatives qui émergent en vue d'atténuer la situation sanitaire critiques et sensibiliser les populations de certaines zones urbaines, notamment dans la capitale. Cependant les actions sont le plus souvent isolées et non coordonnées avec le gouvernement et autres acteurs du secteur.

Par rapport au développement urbain et compte tenu de la transversalité des problématiques de planification urbaine un comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) a été mis en place par le Premier ministre afin de créer une instance décisionnelle sur ce secteur transversal. Ce comité qui est en place depuis Septembre 2016, permettra d'assurer l'engagement politique, la coordination et la communication interministérielle ainsi que le suivi des études et financements dans le secteur.

L'ensemble de ces acteurs forment une partie des groupes cibles visés par l'action, au même titre que le ministère de l'Environnement, des eaux et forêts, le MVAT/DATU, l'agence nationale de l'assainissement et salubrité publique, et les collectivités locales.

Enfin, les bénéficiaires finaux sont les populations des villes de Conakry et Kindia. Une attention particulière sera portée aux populations défavorisées, dont femmes et jeunes sans-emplois, notamment à travers l'approche HIMO, afin de faciliter leur réinsertion économique et sociale.

1.1.3 Domaines d'appui prioritaires/analyse des problèmes

Les villes de Guinée sont confrontées à un certain nombre de défis démographiques, économiques et sociaux, environnementaux et sanitaires, qui exigent de multiples efforts et engagements en matière d'infrastructures de transport, de réseaux de base, d'équipements, de services, et enfin, d'habitat. Ces défis s'expriment évidemment avec une plus grande ampleur et urgence dans la ville-capitale, Conakry.

La planification et l'aménagement du territoire sont les grands absents des politiques d'aménagement menées par les autorités guinéennes depuis le rétablissement des institutions démocratiques. Les dernières initiatives, le schéma national d'aménagement du territoire et le schéma directeur de Conakry, datent respectivement de 1987 et 1992, et ne peuvent donc plus alimenter efficacement la réflexion des aménageurs, tant l'environnement a radicalement changé dans les trois décennies écoulées.

L'assainissement est, avec la question des transports, le volet le plus préoccupant du développement de la capitale. Les ouvrages, l'organisation technique et institutionnelle et les mécanismes de financements n'ont pas suivi le rythme de la croissance d'une ville passée en cinquante ans de 160 000 à près de 3 000 000 d'habitants.

Au niveau réglementaire et institutionnel, bien qu'une politique nationale de l'assainissement et une stratégie de gestion des déchets solides existent, il n'existe pas de code de l'assainissement. Le seul code existant est celui de l'environnement élaboré en 1987, devenu complètement inadapté aux réalités sociodémographiques et environnementales. La loi sur la taxe du pollueur payeur connue par toutes les communes n'est pas appliquée, notamment en cas d'infraction. Les collectivités en charge de ce service rencontrent d'importantes difficultés pour l'assurer. Très peu de communes disposent aujourd'hui d'une décharge aménagée et les règles de collecte, de traitement voire d'enfouissement des déchets définies par le cadre législatif ne sont pas respectées. Les différentes structures institutionnelles susceptibles d'intervenir sur ce secteur n'apportent qu'une expertise limitée aux communes. Le processus de décentralisation renforce les responsabilités de ces communes sans leur apporter les moyens financiers correspondants, les mettant en situation difficile pour assumer la gestion des déchets solides.

En matière d'assainissement liquide bien que la ville de Conakry soit la seule à bénéficier d'infrastructures d'assainissement, elle ne dispose pas de plan stratégique ou de schéma directeur de l'assainissement. Le réseau existant est obsolète et discontinu, et subit les atteintes de conditions climatiques extrêmes, avec une saison des pluies de juin à novembre qui apporte jusqu'à 4000 mm de précipitations. La station de traitement des eaux usées d'une capacité de 7000 m³/jour et les 2 stations de traitement des boues de vidanges ne sont pas fonctionnelles et les eaux usées sont ainsi rejetées directement dans le milieu naturel sans traitement. Les écosystèmes environnant sont ainsi pollués par les substances chimiques et/ou toxiques présentes dans ces eaux usées. Les fosses des latrines ne sont pas vidées ou sont déversées directement dans les réseaux d'eaux pluviales, dans les cours d'eau, au sein de la décharge induisant une nouvelle source potentielle de pollution et de contamination pour l'environnement ainsi que pour les habitants. L'entretien des réseaux d'assainissement collectifs est insuffisant, de nombreux problèmes d'encombrement des réseaux sont observés. Des déchets solides jonchent les réseaux d'assainissement, le manque d'information et d'éducation de la population favorise l'incivisme.

En matière de gestion des déchets solides, il n'existe pas non plus de système bien établi, 80% des ménages au plan national et plus de la moitié (52,6%) des ménages en milieu urbain se débarrassent de leurs ordures ménagères dans la nature, la mer, les cours d'eau, la rue, les caniveaux. Conakry est parmi le peu de villes qui possède un dispositif de gestion des déchets solides qui s'articule autour de 4 segments : pré-collecte, collecte, transfert et décharge.

La pré-collecte, entièrement financée par les usagers, est sous la responsabilité d'une centaine de PME/GIE qui par traction humaine et/ou moto-tricycles transportent les déchets jusqu'aux points de regroupement. La gestion des 38 points de regroupement, leur collecte et transfert vers la décharge est sous la responsabilité de l'ANASP, suite au démantèlement du service public de transfert des déchets (SPTD) et en attendant le recrutement d'un opérateur privé. L'ANASP utilise des camions-bennes et inclut également la collecte des déchets des marchés et places publiques. A cela s'ajoute les femmes balayeuses qui sont en charge du nettoyage des artères et places publiques ainsi que de nombreux travailleurs informels qui contribuent à la pré-collecte, au tri et recyclage de certains déchets.

Face aux besoins, les villes secondaires ont mis en place de manière spontanée des systèmes relativement similaires sous la responsabilité des administrations décentralisées qui sous-traitent avec des PME/GIE.

Néanmoins, que ce soit à la ville capitale ou dans les villes secondaires, le manque de moyens des PME/GIE et le manque de financement de la part des municipalités provoquent des dysfonctionnements récurrents qui rendent cette gestion inefficace, engendrant l'accumulation, dans l'espace urbain, de dépotoirs sauvages d'ordures.

A noter que le pays ne dispose pas à l'heure actuelle de centre d'enfouissement technique contrôlé. Des zones improvisées en périphérie des villes sont utilisées comme décharges pour évacuer une partie des déchets. Pour Conakry, la seule décharge de la ville, « La Minière » est saturée et constitue une véritable catastrophe écologique et sociale puisqu'elle se situe aujourd'hui, suite à l'extension non planifiée de la ville, au milieu des habitations.

Compte tenu des dysfonctionnements récurrents, à Conakry et dans les villes secondaires, les déchets solides se retrouvent présents un peu partout, ils jonchent les rues, les abords des maisons, le littoral, les cours d'eau, s'amoncellent dans des décharges sauvages et encombrant les réseaux d'évacuation des eaux. Dans l'espace urbain, ces déchets qui s'accumulent sont brûlés sans précaution, à proximité des habitations et des voies de circulation. Les effets induits de cette situation sont considérables en termes de diffusion de maladies, de pollution de l'air, des sols, des eaux (de surface et souterraines), d'atteinte à la biodiversité et d'émission de gaz à effet de serre.

Si les choses perdurent en l'état, cette situation d'ores et déjà fortement préoccupante ne peut que s'accroître dans des proportions critiques sous l'effet conjoint d'une pression démographique, d'une croissance urbaine exponentielle et de l'accès croissant des populations à des produits de plus en plus complexes et de moins en moins biodégradables (emballages plastiques, piles, etc.). Leur gestion constitue donc un enjeu majeur en termes de cohésion sociale, car source de tensions récurrentes dans les grandes zones urbaines, mais également en matière sanitaire pour la protection des populations et de leur environnement.

2 RISQUES ET HYPOTHESES

Risques	Niveau de risque (E/M/F)	Mesures d'atténuation
Non-respect de ses obligations financières par l'Etat pour le financement des frais de fonctionnement	E	Accentuation du dialogue politique sur ces aspects.
Refus des populations de payer pour la collecte de déchets	M	Sensibilisation et tarification en fonction des catégories socio-économiques
Refus des populations à coopérer aux règles de civisme	E	Mesure d'accompagnement et sensibilisation aux populations par le biais de la société civile
L'entretien des investissements n'est pas réalisé	E	Mise en place d'un mécanisme de gestion et de financement autonome décentralisé
La gestion des déchets n'est pas viable financièrement	E	Appliquer l'approche pollueur- payeur. Augmenter la valorisation et créer un marché économique pour les déchets.

		Renforcement des autorités locales dans leur rôle de sensibilisation et de sanction en appui aux collecteurs et opérateurs
La démographie exponentielle continue et le volume de déchets augmente proportionnellement	E	Augmenter le tri, recyclage et valorisation des déchets. Taxer le plastique et à moyen terme substituer les poches d'eau et sac plastiques par des alternatives biodégradables
Non-respect des documents de planification tels qu'élaborés par le MVAT et la ville de Conakry.	M	Mise en place d'une assistance technique avec ONU-HABITAT. Définition d'un plan d'action et projets pilotes de mise en œuvre considérés dans le programme.
Hypothèses		
<p>La stabilité politique du pays se maintient.</p> <p>L'engagement politique contre l'insalubrité se maintient.</p> <p>Les financements et interventions de développement ne sont pas entravés par des crises (Ebola ou autre).</p> <p>Le gouvernement défend une politique du pollueur-payeur.</p> <p>Le soutien et documents stratégiques financés par l'UE attirent d'autres partenaires dans le secteur.</p>		

3 ENSEIGNEMENTS TIRES, COMPLEMENTARITE ET QUESTIONS TRANSVERSALES

3.1 Enseignements tirés

Entre 1985 et 2013, le secteur urbain a reçu l'appui de la Banque mondiale (BM) à travers trois programmes consécutifs de développement urbain. Les objectifs de ce soutien étaient d'améliorer les infrastructures et les services urbains à Conakry et dans les villes secondaires, ainsi que d'améliorer la gestion financière et organisationnelle des municipalités, en appui au processus de décentralisation qui s'est progressivement "adossé" au traitement des questions urbaines (compétence des entités décentralisée). L'expérience de la BM confirme la nécessité d'une approche participative, associant les autorités locales et les populations dans la planification et mise en œuvre d'interventions d'assainissement pour assurer la pérennité des investissements.

Le Projet urbain HIMO pour soutenir la consolidation du processus de sortie de crise en Guinée, financé sur l'enveloppe B du 10^e FED, s'articule autour d'une approche à haute intensité de main d'œuvre (HIMO) pour favoriser la création d'emplois au bénéfice du développement et entretien des infrastructures d'assainissement et de voirie urbaines. Cette intervention pilote permet de capitaliser sur certains enseignements, notamment sur l'impact positif des infrastructures urbaines et de l'approche HIMO, mais également sur l'importance de la société civile dans la mise en œuvre de mesures de sensibilisation et d'accompagnement des populations locales.

Par ailleurs, le projet pilote avec l'organisation non-gouvernementale (ONG) LVIA financé par l'Union européenne confirme l'opportunité de valoriser certains plastiques, mais démontre également qu'il est nécessaire de stimuler cette dynamique par un accompagnement des PME/GIE pour obtenir des résultats tangibles et durables.

En ce qui concerne les villes secondaires, l'ONG Guinée 44 met en œuvre un projet pilote de gestion des déchets solides dans 7 quartiers de la ville de Kindia. Ce projet prometteur a permis la mise en place d'un système de collecte des déchets ainsi qu'un renforcement des autorités et acteurs clés du secteur. L'intervention de l'UE appuiera cette initiative qui pourrait servir de modèle de référence pour les autres villes secondaires.

Finalement, les audits institutionnel et organisationnel du MATD et du MVAT mis en œuvre dans le cadre du 10^e FED, confirment des difficultés importantes en matière de gouvernance et de gestion des ressources humaines au niveau des ministères. Les audits confirment des besoins de renforcement des capacités tant à niveau central que décentralisé. Au niveau des ministères ces audits soulignent des besoins de renforcement analytique et technique des départements de planification alors qu'un renforcement au niveau de la gestion des collectivités est nécessaire à niveau décentralisé.

3.2 Complémentarité, synergie et coordination des donateurs

Comme mentionné ci-dessus, l'intervention capitalisera sur les résultats du projet urbain HIMO en terme d'infrastructures sanitaires et s'appuiera sur les acquis de sa composante institutionnelle pour le développement urbain, notamment en exécutant les recommandations l'étude « Grand Conakry Vision 2040 » endossée par le gouvernement en Janvier 2017.

Les actions s'appuieront également sur les activités du programme de soutien au secteur des transports financé sur le 10^e FED, notamment sur le plan de déplacement urbain de la ville capitale en cours d'élaboration.

D'autre part, des synergies seront assurées avec les autres secteurs de concentration du PIN 11^e FED qui sont, d'une part, « la consolidation de l'Etat de droit et promotion d'une administration efficace », notamment grâce aux investissements sur la bonne gouvernance et la décentralisation (redécoupage administratif du Grand Conakry, soutien aux collectivités, soutien à la mise en place de l'agence nationale de la salubrité publics, etc), et d'autre part, « la santé ».

Les interventions complèteront et s'appuieront sur les investissements réalisés dans le cadre des programmes de développement urbain de la BM, plus spécifiquement les infrastructures d'assainissement solide et liquide. A cet effet, il convient de noter que dans le cadre d'un programme d'urgence d'adduction en eau potable de Conakry (30 000 000 USD), la BM financera en 2018 le schéma directeur de l'assainissement des eaux résiduelles et pluviales de la ville de Conakry.

D'autre part, la mission d'identification du projet des ressources naturelles financé sur le programme indicatif régional (PIR) 11^e FED, recommande l'appui du plan de gestion des mangroves de la ville de Conakry. Ce potentiel appui aux écosystèmes de mangroves complètera les activités et résultats de ce programme.

La Banque islamique de développement (BID), a confirmé en Avril 2017 son engagement dans le secteur de l'assainissement avec une promesse de prêt concessionnel pour un montant de 54 000 000 USD . Ce financement n'est pas encore défini en détail, néanmoins des premiers échanges confirment une volonté de coordination et de complémentarité avec les financements UE sur les aspects déchets solides et assainissement liquides.

Par ailleurs, le Maroc s'est également affirmé comme un nouveau partenaire avec la signature en mars 2017 deux conventions de coopération entre le Maroc et la Guinée dans le secteur de l'assainissement liquide. Dans ce contexte 10 000 000 EUR ont été alloués pour la

réhabilitation et extension du réseau d'eau pluvial et 13 000 000 EUR pour l'extension du réseau d'eau résiduel de Conakry.

Enfin, dans le cadre de la relance économique post-Ebola, le gouvernement a mis en place des cadres de concertation thématiques afin de renforcer le dialogue et la coordination entre le Gouvernement guinéen et les partenaires au développement. La thématique assainissement et développement urbain figure parmi les 8 thématiques sélectionnées, le ministère de la Ville et de l'aménagement du territoire en assure la coordination et l'UE en est le chef de file des bailleurs de fonds.

3.3 Questions transversales

Genre et populations défavorisées

La Guinée fait partie des pays dont les autorités ont exprimé leur volonté manifeste d'éliminer toutes les formes d'inégalités de genre. Néanmoins, les rôles de genre traditionnels en Guinée, qui déterminent la division du travail entre hommes et femmes, pourraient entraîner une discrimination des femmes dans l'accès aux emplois générés par ce projet. Même en milieu urbain, la situation de chômage à laquelle font face les jeunes femmes peut être pire que celle vécue par les hommes en raison de la réduction d'alternatives économiques. Comme indiqué, pour inverser cette situation, l'intervention veillera à cibler en priorité les femmes et les jeunes sans-emplois (voir 1.1.2 Analyse des parties prenantes).

Environnement et changements climatiques

L'absence de gestion des déchets engendre des combustions sauvages de déchets ainsi qu'un volume de décomposition massif qui génèrent des émanations gazeuses comprenant le méthane (CH₄), le dioxyde de carbone (CO₂) et le sulfure d'hydrogène (H₂S), et provoquent une dégradation de l'air, contribuant à l'effet de serre et à la propagation de maladies respiratoires.

De même l'encombrement des réseaux de drainage à ciel ouvert par des déchets, la construction dans les thalwegs et les écoulements naturels et la destruction des zones humides et des mangroves sont autant de facteurs qui expliquent les inondations et l'érosion des sols.

Une meilleure gestion du développement urbain et de l'assainissement permettra d'atténuer la pression et pollution actuelles sur l'écosystème marin de la région de Conakry, notamment les mangroves et permettra de rétablir un certain équilibre environnemental dans les zones urbaines. L'intervention veillera à intégrer les aspects liés aux changements climatiques notamment dans les exercices de planification urbaine afin de développer des villes sûres, résilientes et durables.

4 DESCRIPTION DE L'ACTION

4.1 Objectifs/résultats

Ce programme s'inscrit dans le Programme des Nations unies de développement durable à l'horizon 2030. Il contribue principalement à atteindre progressivement les cibles des ODD n°11 « Villes et communautés durables : faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables », et il favorise aussi les progrès vers l'obtention des ODD n°6 « Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau », n°10 « Inégalités réduites » et n°13 « Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques ».

L'objectif général est d'améliorer l'environnement sanitaire et la qualité de vie des populations urbaines de Conakry et Kindia

Les objectifs spécifiques sont de :

OS 1 La gouvernance urbaine au niveau local et national est renforcée

OS 2 Les services d'assainissement de base disponibles pour les populations urbaines de Conakry et Kindia sont améliorés, générant des emplois verts.

Les **produits** suivants contribueront à l'atteinte de ces objectifs:

01 (OS1) Le cadre légal, règlementaire et institutionnel de développement urbain est amélioré et les compétences pour le mettre en œuvre sont renforcées.

02 (OS2) Le système de collecte de gestion et de traitement des déchets solides est amélioré, généralisé et pérennisé.

03 (OS2) Les systèmes de collecte et gestion d'eaux usées et pluviales sont améliorés durablement.

4.2 Principales activités

Résultat 1:

A1.1 Elaboration d'une politique nationale urbaine qui définit les orientations stratégiques, les rôles et responsabilités des différents acteurs.

A1.2 Elaboration d'une planification urbaine participative de la ville capitale et de son plan d'actions, intégrant les aspects de changement climatique.

A1.3 Mise en œuvre de certaines priorités du plan d'actions à travers des interventions pilotes.

A1.4 Elaborer un diagnostic du Schéma national de l'aménagement du territoire (SNAT) de 1992 et définir des nouvelles orientations stratégiques

A1.5 Renforcer les capacités institutionnelles pour la mise en œuvre des documents cadres élaborés et leur suivi.

Résultat 2.1 :

A2.1 Elaborer le schéma directeur de l'assainissement solide de la ville de Conakry, y inclus une étude de viabilité économique de l'ensemble de la filière et un plan d'accessibilité des quartiers précaires à partir des points de regroupement, compléter le plan d'adressage de 1992 et actualiser la tarification socio-économique pour l'abonnement des usagers.

A2.2 Renforcer les capacités des acteurs publics de la filière déchets solides (e.g. communes, ANASP) afin d'appuyer les partenaires dans la mise en place d'un système de gestion performant (incluant la tarification et le partage efficient des responsabilités).

A2.3 Renforcer les capacités des PME, GIE, coopératives (formées par groupement d'acteurs privés) et associations en charge de la pré-collecte et collecte des déchets solides, notamment à travers la formation et le coaching sur les aspects techniques et de gestion et la fourniture d'équipements appropriés.

- A2.4 Aménager et organiser les points de regroupement, alloués officiellement par les autorités compétentes, en y installant des centres de collecte et de tri pour développer et appuyer l'émergence de filières locales de recyclage et de valorisation des déchets solides viables en lien avec les PME qui gèrent les points de regroupement
- A2.5 Appuyer les autorités compétentes à établir et appliquer un mécanisme de financement transparent et autonome de la filière (principe pollueur-payeur) ainsi qu'un mécanisme de contrôle et de régulation, y inclus de sanctions.
- A2.6 Informer et sensibiliser les populations aux bonnes pratiques d'hygiène de gestion des déchets et d'assainissement, à travers la société civile.
- A2.7 Mettre en place deux plateformes de valorisation multi filière à Conakry (déchets organiques et boues de vidanges de latrines par méthanisation), sur des terrains mis à disposition par les autorités locales, et accompagner les filières de recyclage et de valorisation qui lui sont liées, en favorisant, par exemple dans le cas d'une filière de compostage, l'émergence d'une agriculture maraîchère urbaine.
- A2.8 Facilité d'études assainissement

Résultat 2.2:

- A3.1 Renforcer les capacités des acteurs publics de la filière déchets liquides (e.g. Direction nationale de l'Aménagement du territoire et de l'urbanisme du ministère de la Ville) afin d'appuyer le partenaire dans la mise en place d'un système de gestion performant (incluant la tarification et le partage efficient des responsabilités).
- A3.2 Désenclaver les quartiers à travers le développement d'infrastructures publiques telles que: voiries, lavoirs et latrines publiques.
- A3.3 Réhabilitation et extension du réseau d'assainissement pluvial existant (caniveaux, dalots et exutoires) en HIMO.
- A3.4 Assainissement des points noirs (dépôts sauvages) et curage du réseau existant en HIMO
- A3.5 Développer des outils de planification et mécanismes de financement pour l'entretien des caniveaux

4.3 Logique d'intervention

Comme mentionné dans l'analyse des problèmes, la Guinée ne dispose à l'heure actuelle ni de politique stratégique d'aménagement du territoire, ni d'instruments de planification urbaine et d'aménagement du territoire adaptés.

Ce manque de vision stratégique couplée à un cadre politique et institutionnel complexe et confus, ainsi qu'à une administration fragile (ressources et capacité), exacerbe les défis démographiques, socio-économiques, environnementaux et sanitaires, rendant la situation particulièrement préoccupante dans certaines grandes villes, notamment à Conakry.

C'est dans ce contexte que le programme indicatif national du 11^e FED a identifié le développement urbain et l'assainissement comme secteur de concentration.

L'étude « Grand Conakry vision 2040 » endossée en janvier 2017 par le chef du gouvernement (Premier ministre) confirme la pertinence de ce choix et la magnitude des besoins du secteur, notamment à Conakry qui bien que bénéficiant des rares ouvrages et structures de gestion d'assainissement existants, présente une situation particulièrement préoccupante en matière de déchets solides et liquides. En effet, en particulier dans le

contexte actuel post-Ebola et alors que les problématiques d'hygiène et d'assainissement sont d'une importance majeure dans la relance socio-économique du pays et la prévention des risques de maladies infectieuses, l'assainissement urbain est paradoxalement un des secteurs les moins développé, quasiment « orphelin » suite à un changement de stratégie pays de la Banque mondiale qui a clôturé son programme de développement urbain fin 2013.

Dans ce contexte et suite à la mise en place du comité interministériel pour le suivi de la professionnalisation de la gestion des déchets solides, une nouvelle stratégie de la gestion des déchets solides à Conakry a été validée par le Premier ministre en Avril 2017. Cette stratégie basée sur une délégation de service public au secteur privé sera articulée autour de 4 maillons: pré-collecte, point de regroupement / centres de tri, transfert et mise en décharge. Des PME/GIE recrutés par appel d'offre seront en charge de la pré-collecte jusqu'au point de regroupement, alors qu'un opérateur privé sera recruté pour assurer le transfert des points de regroupement vers la décharge et la gestion de la décharge. Ces recrutements seront sous la responsabilité de l'ANASP en sa qualité de coordinateur, régulateur et superviseur de la filière. Les communes seront étroitement associées aux recrutements et à la gestion des contrats des PME/GIE afin de renforcer leur compétence dans leur rôle régalien d'approvisionnement en services d'assainissement de qualité.

Capitalisant sur ces développements récents, il est proposé d'adopter une approche intégrée combinant le développement urbain, l'assainissement solide et liquide. Ceci afin de s'attaquer au problème des déchets solides, obstacle majeur au bon fonctionnement du réseau existant d'évacuation des eaux, mais également au problème des déchets liquides avec la réhabilitation et optimisation d'infrastructures d'assainissement liquide (évacuation d'eaux pluviales). En effet, les enseignements confirment qu'une amélioration de l'environnement sanitaire, solide et liquide, est nécessaire pour accompagner un changement de comportement durable sur les problématiques d'hygiène et salubrité.

Comme mentionnée, cette approche intégrée et équilibrée s'articulera autour de trois axes principaux :

1. Un axe développement urbain qui poursuivra l'engagement de "Grand Conakry Vision 2040" visant à améliorer le cadre institutionnel aux niveaux national et local en renforçant les capacités institutionnelles, la planification urbaine nationale et la planification de la ville de Conakry à travers une approche participative, incluant fortement les populations des quartiers défavorisés ;
2. Un axe déchets solide qui aura pour objectif d'accompagner la nouvelle stratégie récemment définie par le comité interministériel à travers des investissements structurel et organisationnel en vue de mettre en place un système de gestion performant et durable ; et
3. Un axe déchets liquides focalisé sur l'assainissement et le désenclavement des quartiers à travers le développement d'infrastructures telles que voirie tertiaire, lavoir, latrines publiques, réhabilitation et extension du réseau pluviale.

Au-delà des activités de renforcement et professionnalisation des acteurs des filières déchets solides et liquide, l'intervention envisage d'appuyer le gouvernement dans le financement d'infrastructures clés pour la mise en place d'une gestion performante et durable.

Pour les déchets solides, les points de regroupement constituent la première pièce maîtresse de l'échiquier car ils permettront de collecter les déchets pour faciliter leur orientation vers les filières de valorisation. Ces infrastructures auront pour vocation principale de créer des

chaines de valeurs et de réduire le déchet ultime à enfouir contribuant ainsi à l'équilibre du modèle financier de la filière. Des initiatives locales au niveau des points de regroupement (compostage, revente papiers triés, briquettes combustibles, ...) pourront être appuyées afin de créer de la valeur et de réduire les déchets à transporter (cet aspect étant l'élément clé de la viabilité de la filière déchets).

En accord avec la stratégie préconisée par le gouvernement, la gestion des points de regroupement sera contractuellement sous la responsabilité des PME, GIE, associations, coopératives (de collecteurs privés) de pré-collectes recrutées.

A plus grande échelle, les plateformes de valorisation multi-filières complèteront les points de regroupement en apportant des débouchés économiques aux produits triés, notamment les déchets organiques qui pourront être combinés aux boues de vidanges de latrines pour être valorisées en biogaz et compost. La gestion de ces infrastructures sera confiée à des opérateurs privés à travers des contrats d'affermage. Enfin une étude de faisabilité pour un centre d'enfouissement technique contrôlé est en cours d'exécution, ce financement sera l'objet d'une deuxième phase d'intervention à l'horizon 2018 sur base des résultats de l'étude.

Pour les déchets liquides, les financements de l'UE contribueront à la réhabilitation et l'extension du réseau d'eau pluviale afin de réduire les risques climatiques auxquels est confrontée la Guinée. Une étude de faisabilité pour la réhabilitation de la station de traitement des eaux de petit bateau est en cours d'exécution, le financement de cette infrastructure sera l'objet, au même titre que pour le centre d'enfouissement technique (CET), d'une deuxième phase à l'horizon 2018, sur base des résultats de l'étude.

En termes de couverture géographique, l'intervention aura lieu sur la ville de Conakry et sa banlieue et la ville de Kindia, dans des proportions moindres pour Kindia compte tenu des enjeux et défis majeurs de la ville capitale. Les activités à Kindia concerneront essentiellement le renforcement des acteurs en vue de la professionnalisation de la filière déchets solides, l'aménagement de quelques points de regroupement sur 2 ou 3 districts comprenant les quartiers centraux de Kindia en plus des marchés, l'aménagement léger de la décharge contrôlée et le désenclavement et l'extension du réseau pluvial dans certains quartiers de la ville.

En accord avec l'architecture institutionnelle, l'ancrage de l'intervention sera double, avec l'Agence nationale de l'assainissement et salubrité publique pour les aspects de gestion des déchets solides et avec la Direction nationale de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme du ministère de la ville et aménagement du territoire pour les aspects liés aux déchets liquides et à la planification urbaine.

En ligne avec l'agenda sur les migrations et la proposition du nouveau consensus européen pour le développement, l'intervention visera à dynamiser le potentiel des villes en tant que centre de croissance inclusive et durable qui ne compromette pas les perspectives des générations futures. L'approche à haute intensité de main d'œuvre (HIMO) sera privilégiée autant que possible pour développer des capacités techniques et créer des emplois auprès des populations jeunes et des femmes sans-emplois. Par ailleurs, dans un souci de pérennité des investissements, un mécanisme de financement autonome et indépendant, basé sur le principe du pollueur-payeur, sera mis en place pour faciliter une transition vers une économie circulaire du secteur et réduire le poids financier du service sur le budget national et pouvoir publique. Dans ce contexte, les actions viseront à promouvoir des partenariats pluripartites plus forts et inclusifs entre le secteur public, privé et la société civile pour le renforcement

d'un secteur privé responsable et la mise en place d'une politique de dépenses publique distributive qui favorise l'accès à des services d'assainissement. Les actions viseront ainsi à promouvoir un développement urbain durable contribuant à l'amélioration des services de base, l'accessibilité et la qualité de vie des populations urbaines, contribuant à la paix sociale et à la protection de l'environnement.

5 MISE EN ŒUVRE

5.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire, tel que prévu à l'article 17 de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE.

5.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4.2. seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de **60 mois** à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision et les contrats et accords concernés; les modifications apportées à la présente décision constituent des modifications non substantielles au sens de l'article 9, paragraphe 4 du règlement (UE) 2015/322.

5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

N/A

5.4 Modalités de mise en œuvre

5.4.1 Gestion indirecte avec une organisation internationale

Une partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec ONU-Habitat conformément à l'article 58, paragraphe 1, point c), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323.

Cette mise en œuvre implique l'exécution des activités n°A.1. jusqu'à A1.5 visant à atteindre l'objectif spécifique 1 : « La gouvernance urbaine au niveau local et national est renforcée ».

Ce mode de mise en œuvre se justifie car ONU-Habitat, le programme des Nations Unies pour les établissements humains, est chargé par l'Assemblée générale des Nations Unies de promouvoir le développement social et écologique durable de nos villes. Son mandat est de soutenir des programmes d'urbanisation et d'habitat nationaux, en particulier pour les pays en voie de développement. Dans ce contexte ONU-Habitat dispose d'une expérience solide en planification urbaine participative notamment dans les pays en situation fragile (ex : Haïti), utilisant une approche méthodologique standard et reconnue à niveau international. Enfin, lors de la dernière conférence sur l'habitat en 2016 à Quito, ONU-Habitat a été mandatée comme institution responsable pour le suivi de la mise en œuvre de l'agenda 2030 pour le développement urbain.

L'entité en charge réalisera les tâches d'exécution budgétaire suivantes: gestion des ressources (incluant les ressources humaines, etc.), gestion et suivi des passations de marchés (services, travaux, fournitures et subventions) et des contrats qui en découlent.

5.4.2 Gestion indirecte avec une agence d'un État membre

Une partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec la Coopération technique belge (CTB) conformément à l'article 58, paragraphe 1, point c), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 FED applicable en vertu de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323.

Cette mise en œuvre implique l'exécution des activités n° A2.1 jusqu'à A2.7 et A3.1. jusqu'à A3.5 visant l'atteinte de l'objectif spécifique 2 : « Les services d'assainissement de bases disponibles pour les populations urbaines de Conakry et Kindia sont améliorés ».

Ce mode de mise en œuvre se justifie car la CTB dispose d'une expérience reconnue en Afrique dans la gestion des déchets solides, en assainissement liquide et en voiries en zone urbaine à croissance rapide, notamment au Mali (gestion urbaine des déchets), en République démocratique du Congo (voiries en HIMO et assainissement liquide) en Algérie (gestion régionale des déchets) et au Burundi (collecte des déchets et valorisation, voiries urbaines en HIMO, assainissement liquide et adaptation aux changements climatiques).

Par ailleurs, dans le cadre de sa coopération bilatérale, la Belgique s'est engagée en Guinée dans le secteur de l'adduction en eau potable permettant ainsi des synergies directes entre les deux secteurs en accord avec les bonnes pratiques internationales. En accord avec la zone de coopération de la CTB, le financement de l'UE à la CTB couvrira la zone de la ville capitale et Kindia.

Conformément aux procédures de la coopération guinéo belge en vigueur en République de Guinée, le projet sera mis en œuvre en régie par la CTB, en concertation avec l'ensemble des partenaires concernés. La CTB assumera la responsabilité financière de la mise en œuvre du programme et la responsabilité de la mise en œuvre technique sera assumée conjointement avec les autorités et services guinéens concernés. La CTB renforcera les capacités des services concernés au cours de la mise en œuvre de l'intervention. Les partenaires seront étroitement associés, permettant également un renforcement des capacités par l'action (on the job training) et responsabilisant ainsi les acteurs clés du secteur en vue de la pérennité des investissements, notamment les collectivités locales, l'Agence nationale de l'assainissement et salubrité publique et la Direction nationale de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme du ministère de la Ville et Aménagement du territoire. Les activités viseront à la fois à la réorganisation des acteurs, le renforcement des compétences des individus qui les composent et le développement d'outils de gestion performants. Par ailleurs, la CTB travaille de manière étroite et conjointe avec la société civile Guinéenne et internationale (Guinée 44, TRIAS, Associazione Internazionale Volontari Laici (LVIA),...)

L'entité en charge réalisera notamment les tâches d'exécution budgétaire suivantes: gestion des ressources (incluant les ressources humaines, etc.), gestion et suivi des passations de marchés (services, travaux, fournitures et subventions) et des contrats qui en découlent.

5.4.3 Gestion indirecte avec le pays partenaire

Une partie de la présente action ayant pour objectif des études relatives à l'assainissement sont effectuées (Activité A2.8) peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec la République de Guinée à travers l'ordonnateur national, conformément à l'article 58, paragraphe 1, point c), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323 conformément aux modalités suivantes:

Le pays partenaire agit en tant que pouvoir adjudicateur dans le cadre des procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions. La Commission procède à un contrôle ex ante de toutes les procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions.

Les paiements sont exécutés par la Commission.

Le pays partenaire se porte responsable pour la mise à disposition de réserves et titres fonciers au bénéfice du projet notamment pour la réhabilitation et construction des infrastructures prévues. Dans le cas échéant, il sera également responsable pour le déplacement des populations et leurs indemnisations dans le respect de la loi et des bonnes pratiques.

Conformément à l'article 190, paragraphe 2, point b), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et l'article 262, paragraphe 3, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicable en vertu de l'article 36 du règlement (UE) 2015/323 et l'article 19 c, paragraphe 1, de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE, le pays partenaire applique les règles de passation de marchés établies à la deuxième partie, titre IV, chapitre 3, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012. Ces règles, ainsi que les règles applicables aux procédures d'octroi de subventions conformément à l'article 193 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323, seront fixées dans la convention de financement conclue avec le pays partenaire.

5.5 Champ d'application de l'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique conformément l'article 22, paragraphe 1, point b), de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE l'article 89, paragraphe 2, point f), sous ii), et l'article 89, paragraphe 3, de la décision 2013/755/UE du Conseil en cas d'urgence ou d'indisponibilité de produits et services sur les marchés des pays concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés si l'application des règles d'éligibilité risque de rendre la réalisation de la présente action impossible ou excessivement difficile.

5.6 Budget indicatif

	Contribution de l'UE €	Contribution indicative de tiers €
5.4.1. Gestion indirecte avec ONU Habitat	4 000 000	
<u>Résultat 1</u> Un cadre légal, réglementaire et institutionnel de développement urbain est amélioré et les compétences pour le mettre en œuvre sont renforcées. (Activités A1.2., A1.2., A1.3., A1.4., A1.5)	4 000 000	

5.4.2 – Gestion indirecte avec la Coopération technique belge	35 000 000	3500
<u>Résultat N°2.1</u> Le système de collecte de gestion et de traitement des déchets solides est amélioré, généralisé et pérennisé, contribuant à la protection de l'environnement et à la santé des populations. (Activités A.2.1, A2.2., A2.3., A2.4. A2.5., A2.6., A2.7)	20 000 000	3500
<u>Résultat N°2.2</u> Les systèmes de collecte et gestion d'eaux usées et pluviales sont améliorés durablement, réduisant la vulnérabilité aux risques climatiques, tout en contribuant à la création d'emplois. (Activités A3.1., A3.2., A3.3, A3.4, A3.5)	15 000 000	
5.4.3 – Gestion indirecte avec le pays partenaire	1 000 000	
<u>Résultat N°2.1</u> Le système de collecte de gestion et de traitement des déchets solides est amélioré, généralisé et pérennisé, contribuant à la protection de l'environnement et à la santé des populations. (Activité A.2.8 Facilité d'études assainissement)	1 000 000	
5.9 – Évaluation, 5.10 – Audit	250 000	s.o.
5.11 – Communication et visibilité	300 000	s.o.
Provisions pour imprévus	1 450 000	s.o.
Totaux	42 000 000	3 500

5.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Le projet sera mis en œuvre en gestion indirecte à travers la signature de deux conventions de délégation, respectivement avec ONU habitat et la CTB, et en gestion indirecte avec le pays partenaire à travers la signature de contrats de services pour les études et mission de contrôle et des marchés de travaux pour les infrastructures d'assainissement.

Un comité de pilotage sera mis en place avec les parties prenantes du programme. Son rôle sera de définir les orientations stratégiques du projet, valider les plans de travail et calendriers des activités mis à jour sur base annuelle, valider les rapports de suivi, et décider de toute réorientation éventuelle. Le comité sera présidé par le ministère des Finances, ordonnateur national du FED et sera composé des ministères compétents notamment MVAT, MATD, ministère de l'Environnement et des eaux et forêts, etc. ce comité pourra également inviter les partenaires techniques et financiers impliqués dans le secteur pour garantir le partage d'information et la coordination des actions. Le comité se réunira sur une base semestrielle et autant de fois que de besoin, sur convocation du Ministère concerné, en accord avec l'UE.

Un comité technique de suivi présidé par les institutions d'ancrage institutionnel : DATU, MVAT se réunira de façon trimestrielle pour garantir un suivi et une coordination des actions sur le terrain. Ce comité aura également la responsabilité de préparer les comités de pilotage pour garantir les prises de décisions informées.

La validation de la politique urbaine et des schémas directeurs se fera à travers le Comité interinstitutionnel de l'aménagement du territoire (CIAT) établi par arrêté du Premier ministre le 29/09/2016. Ce comité présidé par le Premier ministre et constitué de 12 ministres ayant compétence sur l'aménagement du territoire. Le CIAT dispose du mandat pour valider les décisions d'enjeux nationales. Le comité interministériel des déchets solides pourra également être mobilisé pour valider certains documents stratégiques et réglementaires relatifs à la composante déchet solide.

5.8 Suivi des résultats et rapports

Durant la période de démarrage du projet la CTB réalisera une étude type « baseline » pour collecter les valeurs de référence et cibles potentielles du cadre logique.

ONU-HABITAT et la CTB produiront des rapports de mise en œuvre semestriels qui seront approuvés lors des comités de pilotage.

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire de mise en œuvre. À cette fin, le partenaire de mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (réalisations et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique. Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action. Ces rapports seront validés par le comité technique de suivi et présenté de façon semestrielle au comité de pilotage.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

5.9 Évaluation

Eu égard à l'importance de l'action, il sera procédé à des évaluations à mi-parcours et finale de la présente action ou ses composantes par l'intermédiaire de consultants indépendants commandées par la Commission.

L'évaluation à mi-parcours sera réalisée pour résoudre des problèmes et orienter la deuxième partie du projet.

L'évaluation finale sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris la révision des politiques), en tenant compte en particulier du fait que le secteur de l'assainissement urbain est un nouveau secteur d'engagement et de concentration

La Commission informera les partenaires de mise en œuvre au moins 30 jours avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Les partenaires de mise en œuvre collaboreront de manière efficace et effective avec les experts en charge de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Les partenaires de mise en œuvre et la Commission analyseront les

conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

À titre indicatif, il sera conclu deux marchés de services d'évaluation au titre d'un contrat-cadre en 2020 et 2023.

5.10 Audit

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

À titre indicatif, il sera conclu deux marchés de services d'audit au titre d'un contrat-cadre en 2020 et 2023.

5.11 Communication et visibilité

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations légales pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine et financées sur le budget indiqué à la section 5.6 ci-dessus. Des lignes budgétaires spécifiques pour la communication et la visibilité seront prévues dans le cadre des contrats de mise en œuvre de la présente décision. Les activités en la matière feront l'objet d'un plan de communication et visibilité validé par la Délégation de l'Union européenne (DUE).

En ce qui concerne les obligations légales en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités en charge. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base du manuel de communication et de visibilité pour les actions extérieures de l'Union européenne. Le comité technique et de pilotage veilleront au bon déroulement de la mise en œuvre de ce plan.

La provision pour la mise en œuvre du plan sera incluse directement dans les deux conventions de délégation avec ONU-Habitat et CTB qui seront conclus au premier trimestre 2018.

APPENDICE – MATRICE INDICATIVE DU CADRE LOGIQUE (POUR LA MODALITE DE PROJET)

Les activités, les produits escomptés et l'ensemble des indicateurs, avec leurs cibles et leurs valeurs de référence qui figurent dans la matrice du cadre logique sont fournis à titre indicatif et peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action sans nécessiter la modification de la décision de financement. Quand il n'est pas possible de déterminer les produits d'une action durant la phase de formulation, des effets intermédiaires devraient être présentés et les produits définis au démarrage du programme et de ses composantes. La matrice indicative du cadre logique évoluera au cours de la durée de vie de l'action: des lignes supplémentaires seront insérées pour énumérer les activités, de même que des colonnes supplémentaires pour les objectifs intermédiaires (étapes) pour les indicateurs de produits et d'effets, s'il y a lieu, et pour suivre et rendre compte des résultats obtenus. Notez aussi que les indicateurs devraient être désagrégés par sexe quand il y a lieu.

	Chaîne des résultats	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
Objectif global: impact	Amélioration de l'environnement sanitaire et de la qualité de vie des populations urbaines de Conakry et Kindia.	Proportion de la population urbaine vivant dans des bidonvilles, des établissements informels ou des logements inadéquats. Taux de collecte des déchets en milieu urbain Taux de réduction de la prévalence des maladies liées à la qualité du cadre de vie	2014: 43.3% 2015: 33,7% Définition d'une baseline et selection de maladie de référence	2020: 35% 2022: 60% 2018 : -30% 2020 : -50%	Indicateur ODD 11.1.1 Plan national de développement économique et social (PNDES) 2016-2020	

Objectifs spécifiques: Effets directs	OS 1 La gouvernance urbaine au niveau local et national est renforcée	Nombre de réunion du comité interministériel de l'aménagement du territoire	2017: 1 réunion	2022 : le comité se réunit régulièrement au moins 3 fois par an	PV CIAT – MVAT	Les financements et interventions de développement ne sont pas entravés par des crises (Ebola ou autre)
	OS2 Les services d'assainissement de base disponibles pour les populations urbaines de Conakry et Kindia sont améliorés générant des emplois verts.	Validation des orientations en matière d'aménagement urbain Taux de collecte des déchets en milieu urbain dans les zones couverte par le projet. Existence d'un mécanisme de financement de la filière transparent et autonome. Nombre d'emplois créés par le projet (⁴ désagrégué par sexe)*	Pas d'orientations validées régulièrement 2016 : 33% 2017 : pas de mécanisme	Document annuelle en matière d'aménagement urbain validé et partagé avec les parties prenantes 2022 : 80% 2022 : mécanisme transparent et autonome opérationnel 2022 : au moins 5000 emplois temporaires créés	Rapport mise en œuvre CTB Rapport mise en œuvre CTB Rapport mise en œuvre CTB	Une provision budgétaire suffisante pour la lutte contre l'insalubrité est incluse dans les budgets publiques
produits	P1. Le cadre légal, réglementaire et institutionnel de développement urbain est amélioré et les compétences pour le mettre en œuvre sont renforcées.	Statut de la politique nationale urbaine Statut du document de planification urbaine de Conakry Des projets pilotes sont formulés et exécutés par les services compétents	2017: pas de politique Schéma directeur de Conakry de 1988 2017 : 0	2020 : Politique nationale urbaine élaborée et adoptée 2020: Adoption d'une nouvelle planification urbaine participative 2022 : au moins 3	Politique nationale urbaine et atelier de validation Rapport mise en œuvre UN-Habitat Rapport mise en	Les différentes initiatives privées d'aménagement du territoire sont canalisées et rationalisées.

⁴ «*» indicateurs correspondant au document de programmation (PIN 11e FED) .

				projets d'aménagement de quartiers sont mis en œuvre.	œuvre UN-Habitat	
	P2.1. Le système de collecte de gestion et de traitement des déchets solides est amélioré, généralisé et pérennisé.	<p>Statut du schéma directeur de l'assainissement des déchets solides de la ville de Conakry.*</p> <p>Nombre de points de regroupement aménagés par le projet.</p> <p>Taux de collecte des déchets dans zones urbaines couvertes par le projet*.</p> <p>Taux de recyclage/réutilisation dans zones urbaines couvertes par le projet*.</p> <p>Taux de couverture (public et par les usagers) des coûts de ramassage et de traitement des déchets*</p> <p>La filière déchets solide est régulée et coordonnée par l'ANASP</p>	<p>2017 : pas de schéma directeur</p> <p>2017 : 10</p> <p>2016 : 33%</p> <p>2016 : 10%</p> <p>2016 : 10%</p> <p>2017 : pas de mécanisme de suivi</p>	<p>2020 : schéma directeur de l'assainissement de la ville de Conakry est adopté et le plan d'adressage est actualisé/complété</p> <p>2022 : 80</p> <p>2022 : 80%</p> <p>2022 : 60%</p> <p>2022 : 80%</p> <p>2022 : l'ANASP dispose d'un mécanisme de suivi des performances de la filière</p>	<p>Rapport mise en œuvre CTB</p> <p>Rapport mise en œuvre CTB</p> <p>Rapport mise en œuvre CTB</p> <p>Rapport mise en œuvre CTB</p> <p>Rapport mise en œuvre CTB</p>	<p>Les terrains pour les points de regroupement sont mis à disposition par les communes/l'Etat avec le titre foncier y afférent.</p> <p>Le gouvernement défend une politique du pollueur-payeur</p>
	P2.2. Les systèmes de collecte et gestion d'eaux usées et pluviales sont améliorés durablement.	<p>Kilomètres de caniveaux entretenus</p> <p>Kilomètres de caniveaux réhabilités et/ou construits*</p>	<p>A déterminer par CTB au début de l'intervention</p>	<p>A déterminer par CTB au début de l'intervention</p>	Baseline CTB	

		<p>Nombre d'exutoires aménagés</p> <p>Un mécanisme pour la gestion et l'entretien des infrastructures est mis en place.</p>	<p>2017 : pas d'entretien périodique</p>	<p>2022 : une planification de curage des caniveaux est élaborée et mise en œuvre</p>	<p>Rapport mise en œuvre CTB</p>	
--	--	---	--	---	----------------------------------	--